



ENTRONS TOUS ENSEMBLE DANS L'ACTION DES LE 5 FEVRIER 2019

Note de réflexion N°3 sur la situation

Un mouvement qui dure avec toujours autant de soutien populaire

Depuis maintenant plus de deux mois, le mouvement des gilets jaunes poursuit ses mobilisations sous les feux des forces policières, des manœuvres politiques et répressives du pouvoir, de la justice et le pilonnage des médias.

Ouvriers, employés, techniciens, cadres, retraités, exclus du travail se retrouvent toutes les semaines, pour certain-e-s tous les jours, pour échanger, préciser les revendications, décider d'initiatives, pour manifester avec des petits commerçants, des petits artisans, des médecins, des avocats et autres professions libérales.

Des retraités, des jeunes, parfois des très jeunes ainsi qu'un grand nombre de femmes prenant toute leur places dans ces luttes, confirment la ténacité de celles-ci dans les mobilisations pour l'intérêt général et un nouvel élan de combativité dans la jeunesse.

Parmi celles et ceux-là sont investis beaucoup de salariés des petites et moyennes entreprises branchés en direct sur les réseaux sociaux, des salariés de ces entreprises ou le syndicalisme n'a pas le droit de citer, qui une fois sortie du travail vont occuper les ronds-points et manifester le samedi.

Ces formes d'actions nous interpellent, nous Cgt, qui ne rêvons souvent qu'à la grève ou rien et quelque fois refusons les actions en dehors du temps de travail !

Ce mouvement qui a rapidement évolué sur des revendications sociales, porte au fond des questionnements sur le devenir de la société, de la souveraineté du peuple et de la place

des citoyens bousculant toutes les visions préétablies de tous ceux qui ont participé aux différents gouvernements de la France depuis 1981 et des formations d'extrême droite qui se sont structurées depuis.

Sondeurs, présentateurs des émissions radio, télévisées, au service de la pensée dominante sont de plus en plus démunis pour caractériser l'état de réflexion de ceux qui luttent et pour apprécier la capacité des acteurs à imaginer une autre organisation de la société, de la vie politique, des institutions et des moyens d'actions pour y parvenir.

Macron et sa caste auront sortie toute l'artillerie lourde pour mater les manifestants jusqu'à utiliser des armes et munitions de guerre, des blindés et armes chimiques dans les manifestations et fait appel à toutes les officines au service du capital à l'exemple de la fondation Jean Jaurès, un des outils au service du PS piloté par des amis de L. Jospin et D. Strauss-Kahn pour caricaturer les plus engagés des gilets jaunes, (voir la contribution de A Lancelin sur le Média).

Malgré tous les efforts du pouvoir, de ses supplétifs ce mouvement demeure, s'enracine et commence à trouver et rechercher des convergences de luttes, n'en déplaise à la petite frange d'activistes proches des Le Pen, Dupont-Aignan ou autres Philippot qui ont tenté de récupérer dans ce mouvement la colère du peuple.

Parmi celles et ceux qui résistent et se battent, cohabitent une grande diversité de convictions et d'engagements ou au fil des jours et des semaines, débats aidant, dans lesquels se confrontent expériences contre expériences, idées contre idées, arguments contre arguments, propositions contre-propositions, émergent des revendications et

ambitions qui bouleversent bien des schémas de pensées et modes de fonctionnements y compris syndicaux.

De la diversité des acteurs occupant des ronds-points, des assemblées générales hebdomadaires, les débats ont permis la définition de revendications dont à la Cgt pour la majorité d'entre elles nous ne pouvons que nous réjouir.

La contribution des syndiqués de la Cgt dans ces rassemblements n'est certainement pas sans effet sur le cheminement de la réflexion et des décisions qui ont abouti à ces revendications mais convenons qu'il aura fallu que les syndiqués, les militants de la Cgt prennent leurs responsabilités chacun-e dans leur coin sans attendre de mots d'ordre pour que les idées progressent.

Être lucides est impératif pour rassembler mais il est tout autant indispensable de faire confiance avant tout aux salariés.

Ceux qui, y compris dans la Cgt, ne voyaient dans ces mobilisations que le produit d'un complot orchestré par les fachos de l'extrême droite, feraient bien d'aller à la rencontre de ces travailleurs citoyens en colère, de les écouter, de débattre avec eux.

Il est bien plus simple et beaucoup plus confortable de cataloguer et rejeter celles et ceux qui ne pensent pas sur tout comme nous, que d'aller se confronter à eux pour les amener à réfléchir, à douter de leurs certitudes qui reposent souvent sur l'enfermement dans des clichés et contrevérités distillées par des forces pro capitalistes et pas seulement, se réclamant de l'extrême droite.

Cette séquence du combat social et politique doit d'ailleurs dans ce qui nous intéresse en premier lieu, **la CGT**, nous amener nous-mêmes à nous questionner sur nos méthodes pour faire reculer l'idéologie fasciste, raciste et xénophobe qui gangrène la société.

Classifier et rejeter d'autres salariés qui se revendiquent de cette idéologie en restant camper dans nos certitudes sans mener campagne pour débattre et faire la démonstration de la supercherie des théories fumeuses de la droite et de son extrême et non du populisme, comme voudraient nous en convaincre les médias, les sociaux-démocrates, est totalement contreproductif.

Sous la pression des sociaux-démocrates, de ceux qui prônent l'alliance entre le capital et le travail et de ceux qui dans la Cgt ne croient pas à la capacité des salariés de gagner par le rapport de force, des dirigeants se sont laissés entraîner dans cette mouvance idéologique qualifiant de populistes toutes celles et ceux qui s'opposent à l'Union européenne, au leurre de l'Europe sociale et qui demeurent attachés à la Nation et à la souveraineté du peuple. Les suspecter d'adhérer aux discours et idées de l'extrême-droite vise à brouiller la réalité et empêcher le bon sens de triompher.

Nous venons de vivre en interne à quoi peut conduire ce mode de pensée qui nourrit les amalgames, l'étiquetage, la division, voire l'exclusion avec la parution de cette abjecte fiche N° 17 intitulée «campagne CGT contre l'extrême-droite» mettant scandaleusement en cause l'historienne Annie Lacroix-Riz, cette militante qui a toujours lutté pour la classe ouvrière, contraignant, face aux nombreuses réactions dans toute la Cgt, le secrétaire général confédéral à lui présenter des excuses.

Ces qualificatifs utilisés dans nos rangs à tout bout de champ pour écarter le débat de fond constituent un véritable camouflet, singulièrement vis-à-vis de militants dont des membres de leurs familles ont été exterminés par les nazis et leurs alliés, celles et ceux qui depuis des décennies luttent pour défendre la démocratie, les libertés individuelles et collectives, le pouvoir politique du peuple.

Défendre les acquis du CNR, produit de la réflexion des débats entre ceux qui étaient avant nous attachés à la souveraineté du peuple, à l'indépendance de la Nation et de l'engagement des combattants pour le progrès social et le changement de société, nous impose à tous aujourd'hui dans la Cgt de se réapproprier notre histoire et mieux connaître le mouvement ouvrier.

Ceux qui avant nous se sont battus pour résister à l'occupant, qualifiés au départ de terroristes, ont su surmonter nombre de différences et divergences pour s'allier avec d'autres forces syndicales, politiques et pas que de gauche pour défendre la Nation, l'indépendance Nationale et l'intérêt général.

Ultra minoritaires à résister au départ par leur engagement et détermination et leur clairvoyance pour créer des alliances, ils ont su rassembler, débattre dans la clandestinité pour parvenir à l'élaboration du programme



du CNR qui n'a pu être mis en œuvre que grâce au courage et à la détermination des militants de la Cgt au plan syndical.

La séquence des luttes de gilets jaunes (et pas qu'eux) nous montre que c'est la confrontation des arguments qui seule permet de faire reculer l'idéologie nauséabonde de cette extrême-droite acquise au système capitaliste, et de faire cheminer la réflexion sur la perspective de changer la société.

Travailler publiquement dans les débats les contradictions est indispensable pour avancer dans ce mouvement, comme dans nos rapports aux salariés à l'entreprise mais cela suppose de revenir dans toute la Cgt à une conception militante de notre activité syndicale et de sortir des pratiques bureaucratiques hors sol.

Cela nous crée obligation de nous réapproprier la culture syndicale que nous avons abandonné fondée sur un travail organisé de formation syndicale pour permettre à chaque syndiqué-e de devenir auteur, acteur et décideur de tout ce qui fait la Cgt.

Nous avons besoin pour changer les choses d'une Cgt en capacité de mener le débat d'idées, donc, de syndiqué-e-s en capacités d'argumenter, de contrecarrer les idées dominantes pour affirmer par la démonstration un point de vue de classe.

Nous avons besoin de revenir à une conception organisée de la vie Cgt en toute circonstance quelque soient les vents et marées.

Dans les lieux d'occupations des gilets jaunes ou les débats ont été très vifs, contradictoires, si des acteurs progressistes, des syndicalistes n'avaient pas été impliqués dans les échanges, ce sont très vite les idées nauséabondes les plus réactionnaires qui auraient pu devenir majoritaires.

Il devient donc urgent et indispensable comme dans les actions dans les entreprises que les syndiqués de la Cgt interviennent pour peser sur les contradictions de ceux qui naviguent sur le mécontentement populaire pour le dévoyer.

Par exemple : Comment certains peuvent-ils revendiquer l'augmentation du Smic, des salaires et retraites et soutenir, voire être encartés dans une formation d'extrême-droite qui y est opposée. Comment peuvent-ils être pour des services publics de proximité alors que l'extrême-droite se bat pour réduire le

nombre de fonctionnaires, mettre fin aux statuts et est favorable aux privatisations.

Comment peuvent-ils d'un côté prétendre appeler à la grève générale en stigmatisant tous les chômeurs, les immigrés, les gens du voyage...?

Comment peuvent-ils vouloir plus de services publics avec moins d'impôts, plus de retraite pour les commerçants et artisans en ne revendiquant pas la sortie de ces régimes particuliers renfloués par le régime général et en même temps réclamer la baisse des cotisations sociales qui alimentent la solidarité Nationale ?

Si la Cgt reste un syndicat de classe et non un parti révolutionnaire, elle se doit d'être plus réactive, plus en phase avec les salariés et en capacité de se situer à l'initiative dans le mouvement des idées surtout quand celles-ci portent des transformations profondes.

Un mouvement revendicatif et de contestation qui s'installe dans la durée dans lequel des acteurs de ces luttes, dont certains n'avaient jusque-là pris part à aucune mobilisation, jamais voté ou ne votaient plus, certains non syndiqués, d'autres plus, pour la plupart tous investis jour et nuit sept jours sur sept, occupant jusque durant les fêtes des ronds-points stratégiques dans cette bataille et sous des températures glaciales, ne peut pas nous laisser indifférents à la Cgt.

Dans ce bouillonnement de débats dans lequel les syndiqués qui y participent aident à l'élaboration des revendications, surgit beaucoup de créativité, d'imagination, l'envie de pouvoir s'exprimer librement et décider qui se conjugue à la forte détermination à ne rien lâcher pour gagner.

Un mouvement de contestation de l'ordre établi et pour que ça change, dans lequel remonte à la surface des décennies de colère et de rancœurs accumulées fondées sur des réalités concrètes liées aux régressions des conditions de vie et de travail de l'immense majorité du peuple. Les trahisons politiques et syndicales ont contribué féroce à tous les reculs, (restructurations, licenciements, saccage de l'indemnisation du chômage, de la sécurité sociale, du droit du travail, des droits des salariés pour bénéficier de la retraite, du montant des retraites,...

Parmi celles et ceux qui sont investis n'oublions pas qu'une grande proportion, en tous les cas c'est une réalité en région Centre



Val-de-Loire, ont subi durement les restructurations industrielles avec la traîtrise d'organisations syndicales réformistes, le double langage des élus de la droite et du PS.

Un mouvement qui traduit le soulèvement qui était prévisible de cette ruralité, humiliée et maltraitée depuis des décennies.

Nous l'avions souligné dans la Cgt depuis très longtemps, le désengagement de l'Etat, l'étranglement des collectivités avec le transfert des dépenses publiques, les conséquences pour les populations des privatisations, de la désindustrialisation, des délocalisations, la déshumanisation de la société ont produit le chaos dans de nombreux territoires affamant de plus en plus les habitants, salariés, agriculteurs, artisans et petits commerçants.

Les seules réponses du gouvernement en place comme les précédents consistent à accentuer la mobilité des populations pour les concentrer toujours plus sur les grandes métropoles. Peu importe la qualité de vie, les nuisances pour l'environnement, l'écologie de ces sur-concentrations de populations et d'activités, il faut continuer à densifier. Cette logique qui préside dans les politiques publiques n'a qu'un seul objectif permettre aux grands groupes d'amplifier leurs profits sur des zones géographiques dédiées au détriment d'un aménagement harmonieux des territoires.

De nombreux élus et préfets accompagnent depuis des années ce mouvement tout en nous abreuvant de discours, d'arguments culpabilisateurs au prétexte de la lutte contre le réchauffement climatique et de la protection de l'environnement.

Les territoires ruraux se vident ainsi de leurs habitants et activités. En contrepartie les élus de la droite et du PS organisent la venue de populations d'autres pays qui sont surexploitées, dans l'agriculture, le bâtiment et placées en concurrence avec les populations locales pour le plus grand bonheur du patronat.

Les ruraux contraints à des déplacements quotidiens en voiture sont sommés de se débarrasser de leurs véhicules diesel et voient dans le même temps s'amplifier le flot des camions, des avions qui amènent les marchandises produites hors de nos frontières.

Au cœur de ce mouvement réfléchi, organisé s'accroissent les inégalités pour l'accès aux services publics, aux soins, à l'enseignement, aux formations, aux technologies de l'information et de la communication, aux énergies, à la culture...

Pour toute réponse aux revendications, comme le patronat dans les boîtes, le gouvernement pour gagner du temps et diviser les opposants à sa politique, lance des débats sur des questions qu'il a déterminé d'avance, en vue de soumettre la société civile et le syndicalisme dans une Union sacrée pour garantir sa position de « pas d'autre alternative ».

Une véritable mascarade visant à maintenir, contre son gré, voire par la force, le peuple emprisonné dans l'Union européenne. Ce qui risque de dégénérer à plus ou moins long terme dans des conditions que nous n'avons jamais connues.

N'oublions pas qu'en milieu rural, les populations sont très équipées avec des armes de chasse extrêmement puissantes.

Les opérations pour diviser les opposants au clan Macroniste, les manœuvres pour transférer le débat de fond sur la perspective de listes électorales ne pourront pas effacer le mécontentement et les revendications.

Quantité de commentateurs « bien-pensant » basés dans les grandes métropoles prédisaient dès novembre, l'extinction rapide de ce mouvement jugé par les mêmes comme un mouvement d'humeur !

Bien conscient de la montée en puissance du mécontentement, le pouvoir et le patronat ont objectivement contribué à favoriser l'expression publique de toute cette colère en utilisant dans les tous premiers jours les grands médias qu'ils contrôlent avec l'objectif de canaliser rapidement les protestations pour mieux les éteindre.

La gestion des explosions sociales par le système capitaliste pour évacuer la vapeur du mécontentement accumulée dans la marmite, pour mieux la contenir ensuite a fonctionné depuis de longues années (1995, 2003, 2010, 2016, 2017) donc pourquoi ne pas y recourir à nouveau pour continuer à avancer dans les contre-réformes jusqu'aux fêtes de fin d'année !

Les premières manifestations dès le 17 novembre 2018 ont donné lieu à une promotion médiatique dont le syndicalisme n'a



que très rarement bénéficié hormis durant les actions de 1995.

Mais devant l'ampleur des mobilisations, les médias se sont très vite ressaisis pour entonner un autre créneau, celui de la violence pour discréditer les gilets jaunes, pour faire peur sans ne jamais s'interroger sur le rôle du ministère de l'intérieur et du gouvernement dans la gestion des manifestations.

Les lycéens et étudiants comme les manifestants des samedis dans leur très grande majorité se sont exprimés pacifiquement et solidairement pour leurs revendications. Pourtant, dans quasiment toutes les manifestations ils se sont fait gazer, tirés dessus, chargés par les CRS et policiers en civil comme seule réponse aux revendications de ce pouvoir politique mis en place avec moins de 25% des électeurs.

Nous avons regardé cette jeunesse se faire matraquer, humilié sans ne prendre aucune initiative et les autres organisations syndicales sont restées terrées, tétanisées et pour certaines comme la Cfdt ont apporté leur soutien à ce gouvernement.

Après plus de deux mois de luttes, un bilan s'impose à tous les progressistes, à tous ceux qui sont censés agir pour le progrès social, la justice, l'égalité entre les citoyens, à tous les pacifistes et ceux qui veulent changer cette société dominée par le capitalisme.

Tous les obstacles, toutes les difficultés ne viennent certes pas que de nous, mais nous ne pouvons pas renvoyer éternellement aux autres ce que nous n'avons pas fait nous-mêmes !

Le refus de concourir avec d'autres forces (politiques, associatives, mutualistes) au nom d'une indépendance qui ne sert que de justificatif pour ne pas rassembler toutes les forces en capacité de mobiliser pour que ça change.

Nous ne pouvons pas éternellement renvoyer aux syndicats, aux UL, aux UD les responsabilités quand dans toutes ces structures de la Cgt, un grand nombre de camarades nous expliquent que plus personne ne comprend rien à la stratégie de la Cgt, qu'ils et elles en ont assez de cette rhétorique sur le syndicalisme rassemblé qui ne rassemble plus personne !

Objectivement nous avons un retard à l'allumage qui s'apparente à une réelle

déconnexion de ce qui se passe sur le terrain et du coup une vision repliée à l'environnement immédiat du complexe de Montreuil.

Cette séquence nous invite à redéployer tout notre appareil syndical au plus près des salariés, des lieux du travail, dans les entreprises, les services, les localités.

Des moyens humains, détachements et permanents (certes en régression) pour aider à l'élévation de la qualité de vie syndicale qui passera par une autre culture des syndiqués prendrait tout son sens.

Des directions pour animer, diriger, impulser et coordonner les luttes à partir de la double besogne de la Cgt (action pour les revendications, combat pour le changement de société) voilà ce que les adhérents de la Cgt attendent mais aussi beaucoup de salariés qui ne comprennent pas sa mollesse.

L'expérience de la bataille contre la loi Travail nous avait pourtant alertés. Tous les dirigeants, les détachés, les permanents ne se sont pas impliqués dans cette bataille.

Nous sommes à nouveau mis au pied du mur sur ce qu'il va falloir objectiver dans notre Cgt pour redevenir plus réactifs, pour être en capacité d'anticiper, de conduire la bataille revendicative et ne plus subir le patronat et le pouvoir politique.

Le prochain congrès confédéral, à la condition qu'il soit réellement le produit de la réflexion et des débats avec tous les syndiqués, devrait dans ce contexte permettre à la Cgt de faire un bond en avant.

Nous ne redeviendrons pas cette grande Cgt capable de peser, d'entraîner les salariés dans les luttes si nous ne tirons pas les enseignements de nos défaites et de nos orientations, happées par le mode « dialogue social » (stratégie du capital pour museler les travailleurs et promouvoir le syndicalisme d'accompagnement), ce qui va exiger de faire preuve de d'avantage d'écoute et d'humilité.

La bataille des gilets jaunes qui se déroule sous nos yeux, nous montre une rupture avec les actions corporatistes et catégorielles dans un brassage intergénérationnel et interprofessionnel (la vraie vie des gens) qui doit nous pousser à mener notre activité et nos luttes autrement dans la Cgt à tous les niveaux.



Elle doit nous conduire à réfléchir à l'efficacité des outils que nous avons mis en place au fil du temps, qui montrent les limites d'une activité spécifique dans laquelle le revendicatif a reculé et ne permet pas à de nombreux syndiqués de s'y sentir à l'aise.

Revenir à une dimension interprofessionnelle et intergénérationnelle du combat Cgt est une nécessité pour gagner, et avec la détermination d'enrayer, voire de bloquer la mécanique économique pour faire céder les possédants.

Ce qui suppose de définir déjà entre nous dans la Cgt une stratégie pour bloquer les grands secteurs stratégiques et construire un processus de luttes qui obligent les acteurs économiques et leurs valets politiques à engager et garantir nos revendications.

Réunir les fédérations de la Cgt au plan confédéral et ne pas avoir cette perspective comme ambition en laissant les UD et les UL se débrouiller avec les syndicats n'a plus aucun sens !

Retrouver le chemin des luttes pour renforcer l'audience et les forces de la Cgt.

Nous fixer des ambitions de reconquête en termes de forces syndicales organisées, de nouveaux syndicats Cgt dans toutes les grandes et moyennes entreprises doit redevenir la priorité pour retrouver notre première place sur l'échiquier syndical.

Avec les moyens dont nous disposons nous ne pouvons pas courir partout et dans tous les sens.

Revenir à un travail syndical organisé avec des objectifs un suivi peut nous permettre dans ce contexte d'ouvrir de nouvelles perspectives pour celles et ceux qui luttent et tous ceux qui les soutiennent.

Mener campagne auprès des salariés pour les responsabiliser leur proposer de s'organiser à la Cgt pour défendre dans la permanence et la durée leurs intérêts peut rencontrer un autre écho dans ce contexte de luttes et d'expériences collectives de luttes qui n'ont pas abouties aux victoires souhaitées.

N'ignorons pas que le lessivage dans le paysage politique qui a suivi la Présidentielle, le mouvement en cours en dehors du syndicalisme va bouleverser, y compris le paysage syndical, et conduire à une accélération de la recombinaison syndicale à

laquelle travaille depuis des lustres le camp réformiste et le patronat.

La première urgence pour toutes les directions de la Cgt, tout mettre en œuvre pour réussir le 5 février 2019 et proposer des suites à cette journée de luttes.

La date annoncée d'une journée d'actions économie morte, le 5 février prochain, peut nous permettre de répondre à des attentes et de mettre sur la table, à l'appui du rapport de force, l'urgence d'agir tous ensemble pour arracher des réponses aux exigences sociales.

L'heure n'est plus aux palabres dans les ministères ou les préfectures, mais aux débats avec les salariés pour généraliser le processus de luttes en cours, pour développer l'unité du salariat dans des luttes interprofessionnelles. Les revendications sont connues et de longue date, il faut maintenant aider les salariés à dépasser les peurs, les replis sur les entreprises, les catégories ou corporations pour se rassembler, se battre tous ensemble pour faire céder par de grandes mobilisations le patronat, ce gouvernement et l'UE qui imposent avec sa monnaie unique son diktat.

Ph Cordat

Secrétaire de l'URCVL

CGT

